



Présidence suisse de l'OSCE 2026

**DIALOGUE
TRUST
SECURITY**

Préambule

La Suisse assume la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour la troisième fois de son histoire. C'est un honneur qui s'accompagne d'une grande responsabilité pour mon pays.

50 ans après Helsinki, un constat s'impose: les principes qui ont rendu possible la sécurité européenne sont aujourd'hui fragilisés. Conçue sur la confiance dans des règles partagées, l'OSCE agit désormais dans un environnement de fortes tensions géopolitiques, sur un continent marqué par la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine.

Je reste convaincu que même les conflits les plus enracinés laissent apparaître des fissures par lesquelles peut passer la lumière – fragile, incertaine, mais réelle. L'OSCE doit être prête si une fenêtre, même étroite, s'ouvrait pour une désescalade, une trêve ou la fin de cette guerre aux conséquences dévastatrices. Prête à observer, vérifier, documenter et accompagner. Prête à redevenir ce qu'elle a toujours été dans les moments décisifs: un acteur impartial, présent sur le terrain, porteur de stabilité. C'est notre valeur ajoutée unique.



Le multilatéralisme n'est pas condamné à s'éroder. Il peut être ravivé si nous agissons avec lucidité. Cela suppose un retour aux fondements: les principes d'Helsinki¹, pour une sécurité fondée sur des règles partagées, le respect de la souveraineté et la primauté du dialogue sur la force. Ancrés dans la Charte des Nations Unies, ils ne relèvent pas d'un héritage symbolique, mais constituent le manuel d'action, que nous devons appliquer ensemble.

Cette ambition ne pourra être réalisée qu'avec le soutien des États participants, des autorités de l'OSCE et de l'ensemble des acteurs qui, dès l'origine, font vivre l'organisation. Je me réjouis de pouvoir m'appuyer sur cette dynamique collective.

Dialogue
Trust
Security

La Suisse exercera la présidence de l'OSCE en 2026 avec une conviction simple: lorsque la diplomatie semble impossible, elle devient indispensable. À nous de démontrer que l'OSCE est à la hauteur de cette exigence. Dans un monde instable, la clarté est une responsabilité.

Ignazio Cassis
Président en exercice
Conseiller fédéral
Chef du Département fédéral
des affaires étrangères

¹ L'Acte final d'Helsinki est disponible ici:
www.osce.org/helsinki-final-act

Priorités de la présidence suisse de l'OSCE

1. Principes d'Helsinki pour une paix durable

Face à la guerre en Europe, la Suisse s'engage pour une paix juste en Ukraine, fondée sur le droit international et les principes d'Helsinki. Elle mettra son expérience de médiation au service du dialogue, de la confiance et de la sécurité.

L'OSCE mobilise ses instruments, dans ses trois dimensions, pour soutenir une paix juste et durable en Ukraine et préparer l'avenir. Elle doit pouvoir agir vite, sur le terrain, pour prévenir et résoudre les conflits. Le respect des principes d'Helsinki est la condition de toute sécurité durable en Europe.

2. Diplomatie multilatérale inclusive

Dans la seule plateforme réunissant Europe, États-Unis et Russie, la Suisse favorisera un dialogue ouvert sur la sécurité. Elle encouragera la coopération sur la cybersécurité, les instruments politico-militaires et la prévention des conflits, en s'appuyant sur sa neutralité et sa tradition de facilitation.

L'OSCE existe pour maintenir des canaux de communication sur la sécurité, y compris entre États en conflit. Elle traitera de manière ciblée les questions de contrôle des armements et de gestion des risques militaires. Dans le domaine cyber, elle visera en priorité la prévention des escalades involontaires par des mesures de confiance ciblées, qui seront approfondies lors d'une conférence de la présidence.

3. Anticipation des technologies – pour un avenir sûr et humain

Les technologies transforment notre avenir. La Suisse encouragera une gouvernance centrée sur l'humain, reliant science et diplomatie, notamment dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de la sécurité numérique.

L'OSCE s'appuiera sur les nouvelles technologies pour renforcer son efficacité et son efficience. La recherche de solutions face aux défis transnationaux – notamment dans les domaines de l'eau et de l'énergie – fera l'objet d'une conférence de la présidence consacrée au rôle de la diplomatie scientifique dans l'anticipation des nouvelles technologies.

4. Démocratie, État de droit et droits de l'homme

La Suisse renforcera le rôle des institutions démocratiques et la protection des libertés fondamentales. Elle soutiendra les missions de terrain et l'observation électorale de l'OSCE, afin que démocratie et droits de l'homme demeurent au cœur de la sécurité européenne.

Les droits de l'homme, comme l'économie et l'environnement, relèvent aussi de la sécurité. Dans un contexte de crise du multilatéralisme, l'OSCE renforcera une coopération ciblée avec d'autres organisations internationales, dont l'ONU et le Conseil de l'Europe, afin d'agir de manière plus cohérente et plus efficace. L'accent sera mis sur la résilience des démocraties, notamment par le soutien à des élections libres et transparentes, à des processus législatifs crédibles et à l'indépendance de la justice.

5. Capacité d'action de l'OSCE

Malgré les tensions, l'OSCE demeure indispensable. Chaque crise souligne la nécessité de réformes. La Suisse s'attachera à répondre à ce besoin afin de préserver les instruments essentiels – missions, observation électorale – et d'en assurer le financement.

L'OSCE concentrera ses ressources sur les activités où elle dispose d'un avantage comparatif. Avec les réformes engagées, elle renforcera son efficacité et son ciblage, transformant ainsi les contraintes budgétaires en choix stratégiques pour l'avenir. Les opérations de terrain de l'OSCE dans les Balkans occidentaux, en Moldova et en Asie centrale resteront un instrument central de prévention et de sécurité, permettant de détecter les tensions précocement et de limiter les risques d'escalade régionale.

Conférences de la présidence suisse de l'OSCE

Quatre conférences internationales seront organisées en Suisse afin d'approfondir les priorités de présidence.

« Lutter contre l'antisémitisme : relever les défis liés à l'intolérance et à la discrimination »

Saint Gall, 9–10 février 2026

Première conférence de l'année, elle portera sur la lutte contre l'antisémitisme et les autres formes d'intolérance. Elle visera à dresser un état des lieux des tendances actuelles et à renforcer la coopération entre États participants et acteurs de la société civile. Les échanges mettront l'accent sur des mesures concrètes de prévention, sur la diffusion de bonnes pratiques, ainsi que sur le rôle du sport dans la lutte contre la haine et la discrimination.

« Anticipation des technologies – pour un avenir sûr et humain »

Genève, 7–8 mai 2026

Cette conférence sera dédiée à la manière dont les avancées scientifiques et technologiques transforment la sécurité et la coopération en Europe. Les débats porteront notamment sur l'anticipation des technologies émergentes – telles que l'intelligence artificielle ou le calcul quantique – et sur leur potentiel pour prévenir les conflits et bâtir la confiance. En s'appuyant sur l'écosystème unique de la Genève internationale, la Suisse entend faire de cette rencontre un moteur durable de science-diplomatie au service de la paix.

« De Genève à Helsinki : processus fondateur et mission principale de l'OSCE »

Berne, 3–4 septembre 2026

La 18^{ème} conférence internationale des Éditeurs de documents diplomatiques (ICEDD) est organisée par Dodis (Documents diplomatiques suisses) avec le soutien du DFAE. Cette conférence permet, sur la base de documents d'archives de plusieurs pays, une réflexion historique sur la phase de création et la raison d'être de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui est à la base de la création de l'OSCE.

« Déescalade dans le cyberspace : médiation et diplomatie préventive »

Zoug 29–30 septembre 2026

Cette conférence se concentrera sur les risques d'escalade dans le cyberspace et sur les moyens d'y faire face par la diplomatie préventive et la médiation. Les États participants y examineront la mise en œuvre et le développement des mesures de confiance de l'OSCE en cybersécurité, le rôle des mécanismes de consultation en cas d'incidents majeurs, ainsi que les contributions possibles de l'intelligence artificielle et du secteur privé. Une séquence pratique de type «exercice de scénario » complétera les sessions politiques.

La Suisse conclura l'année de présidence en organisant la réunion ministérielle annuelle de l'OSCE les 3 et 4 décembre 2026 à Lugano. Cela constituera un moment politique central destiné à consolider les avancées de l'année et à donner un nouvel élan à la coopération multilatérale et au dialogue.

Les Principes d'Helsinki

Égalité
souveraine
et respect
des droits
inhérents à la
souveraineté

1

Abstention
de la menace
ou de l'emploi
de la force

2

Inviolabilité
des frontières

3

Intégrité
territoriale
des États

4

Règlement
pacifique des
différends

5

Non-
intervention
dans les affaires
intérieures

6

Respect des
droits de
l'homme et
des libertés
fondamentales

7

Égalité de
droits et auto-
détermination
des peuples

8

Coopération
entre États

9

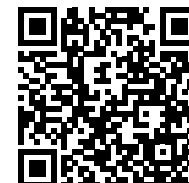
Exécution de
bonne foi des
obligations
du droit
international

10

**« La Suisse exercera
la présidence de l'OSCE en 2026
avec une conviction simple :
lorsque la diplomatie semble impossible,
elle devient indispensable.
À nous de démontrer que l'OSCE
est à la hauteur de cette exigence.
Dans un monde instable,
la clarté est une responsabilité. »**

Ignazio Cassis
Président en exercice

Site web :
Présidence
suisse de
l'OSCE 2026



#OSCE26CH